Jacques PERRIAULT, *L'accès au savoir en ligne*

Paris, O. Jacob, coll. Le champ médiologique, 2002, 266 p.

Catherine Kellner

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7154>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7154

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

ISBN : 978-2-86480-838-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Catherine Kellner, « Jacques PERRIAULT, *L'accès au savoir en ligne* », *Questions de communication* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 01 juillet 2004, consulté le 30 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7154> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7154>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

normes et de gestion, et rendre compte de cette stratégie globale : les dimensions socio-économique et symbolique semblent se rapprocher, sans malheureusement que la démarche soit conduite à son terme. On ne peut que s'interroger sur l'opportunité de la notion « d'adhésion critique », mode d'appropriation des informations sur l'entreprise qui rendrait en permanence possible l'expression d'opinions et de débats sur l'organisation, voire une évaluation par les salariés des objectifs et du fonctionnement de l'organisation. Les rationalisations techniques et organisationnelles qui caractérisent le nouveau modèle productif ne semblent guère confirmer une telle optique.

L'un des principaux apports de cet ouvrage réside certainement dans le cadrage de la notion de médiation, trop souvent mobilisée sans être conceptualisée : loin de se résumer à des formes non médiatiques de communication organisationnelle, elle renvoie aux dynamiques sociales reliant l'individuel – l'interindividuel – et le collectif, en s'appuyant sur un niveau méso-social constitué par les organisations élevées au rang d'institution. Tel est l'un des messages que délivre Renaud Sainsaulieu dans un entretien avec Marcel Paul-Cavallier et Jacques Walter qui clôture l'ouvrage. Il serait stimulant de poursuivre cette intuition : la notion de médiation porte peut-être les bases d'une « théorie communicationnelle des organisations », susceptible de permettre d'analyser le fonctionnement organisationnel et de le réinscrire dans un contexte sociétal plus général. Au-delà des aspects domestiques et civiques, il importera pour cela de redonner leur place réelle aux dimensions économiques et de parvenir à articuler situations de travail, processus économiques et production symbolique.

Jean-Luc Bouillon

LERASS, université Toulouse 3

Jacques PERRIAULT, *L'accès au savoir en ligne*.
Paris, O. Jacob, coll. Le champ médiologique,
2002, 266 p.

L'une des premières choses qui frappe à la lecture de *L'accès au savoir en ligne*, est la dimension internationale des cas analysés par Jacques Perriault. La démarche de l'au-

teur n'a rien d'ethnocentriste et montre qu'il peut y avoir beaucoup d'enseignements à tirer des approches étrangères. Dans cet ouvrage, l'auteur a régulièrement recours à des chronologies telle l'archéologie de différentes technologies : télévision, radio, minitel. Mais il ne s'agit, en aucun cas, d'une énième relecture de l'évolution des techniques. Ici, l'histoire sert de manière très opérationnelle à éclairer le présent et à formuler des pistes de réflexion pour l'avenir. Il s'agit toujours pour Jacques Perriault de réintégrer les technologies dans leur environnement social et d'examiner comment technologie et société se coconstruisent ; ce qui est la seule manière d'échapper à un déterminisme technique encore bien trop au goût du jour. Cette approche est essentielle, car elle permet de démontrer que les modèles qui émergent avec l'explosion de l'internet ne sont que des projections réitérées de cette utopie qui accompagne l'apparition de chaque nouvelle technologie. Mais le regard de l'auteur n'en est pas pour autant désabusé : c'est dans une démarche réellement constructive qu'il fait appel aux études récentes et internationales – dont il fait des synthèses claires – et qu'il lance de nouveaux questionnements. Une histoire de l'enseignement à distance et des usages observés permet à Jacques Perriault de montrer vers quoi risque fort d'aller l'enseignement en ligne dont les premiers modules ont été disponibles en 1998 et qui a connu, *a priori*, son apogée en 2001 – l'engouement constaté semblant se modérer.

De l'expérience de la formation à distance sur supports traditionnels ressort une caractéristique qui risque de s'appliquer aussi à l'enseignement en ligne. En effet, en Europe, il y a une dizaine d'années, les étudiants suivant des formations à distance ont exprimé le besoin de se retrouver et de rencontrer des enseignants. Cette tendance émerge également dans le *e-learning*. Pour preuve, aux États-Unis, un nouveau concept correspondant à la même nécessité exprimée par les apprenants s'est formalisé : on parle aujourd'hui de *blended learning* (apprentissage hybride). Un apprentissage généralisé totalement en ligne semble donc difficile à envisager, car « notre psychisme se nourrit de trois types de repré-

sentations, verbales, imagées et sensori-affectivo-motrices » (p. 205) qui rend nécessaire, à certains moments, la coprésence de l'enseignant et de l'enseigné. De manière générale, les apprenants souffrent de solitude. Il semble donc que l'avenir de la formation en ligne soit en partie dans un retour vers l'humain : « L'accès au savoir suppose des médiations humaines, des lieux de réception et de production, ainsi que des procédures d'échange et de réciprocité » (p. 248).

L'ouvrage soulève une problématique non seulement économique mais encore sociale : celle de la marchandisation du savoir. Il montre notamment, à partir des travaux de Chantal d'Halluin (dir., « Usages d'un environnement médiatisé pour l'apprentissage coopératif », *Les Cahiers d'études du CUEEP*, 43, janv. 2001, 189 p.) que le savoir est souvent perçu comme objet de consommation : l'obtention du diplôme est considéré comme un dû (même si l'apprenant ne supporte pas lui-même le coût financier de la formation). En poursuivant l'idée de Pierre Moegin (dir., *L'industrialisation de la formation. État de la question. Documents. Actes et rapports pour l'éducation*, Paris, Centre national de documentation pédagogique, 1998), Jacques Perriault fait l'hypothèse que « la transformation du savoir comme une marchandise ne serait pas ici une décision de l'offre, mais aussi une attente de la demande » (p. 142). Concernant les processus cognitifs en jeu dans l'apprentissage en ligne, la méta-cognition a récemment mis en évidence un certain nombre de concepts présentés par l'auteur qui signale aussi que la granularité des modules d'apprentissage se fait de plus en plus fine. On trouve, aux États-Unis, des objets d'enseignement de cinq minutes. Jacques Perriault souligne ici le problème épistémologique posé par le fait que c'est l'apprenant lui-même qui constitue son parcours. Si une multiplicité de modules courts peut, pour un coût limité, s'articuler dans des combinaisons spécifiques, quelle garantie a-t-on qu'une somme de petites connaissances parcellaires, mises bout à bout, finisse par constituer un ensemble cohérent ? La question est fondamentale : la connaissance n'est-elle pas justement un système, un réseau articulé, complexe, dans lequel les liens entre chaque

module contribuent tout autant que ces derniers à produire du sens ? Malgré cette possibilité de construire son propre parcours, les dispositifs d'apprentissage en ligne sont loin de s'adapter à la grande diversité des apprenants, dont la spécificité intervient beaucoup dans l'apprentissage. Ajoutons que, finalement, bien peu de modules d'enseignement en ligne utilisent les spécificités nouvelles de l'hypermédia. Dans la mesure où, de toute manière, naviguer sur le réseau nécessite de développer des capacités nouvelles d'abduction, de sérendipité – découverte d'informations que l'on ne s'attendait pas à trouver –, et de gestion en parallèle, pourquoi ne pas tirer profit des particularités d'un support multimédia et hypertextuel ?

Même s'il met en évidence que « les universités virtuelles n'ont pas montré de quelconque évolution vers des organisations apprenantes qui donneraient un nouveau sens à l'acquisition des connaissances » (p. 129), Jacques Perriault aurait pu insister davantage sur le fait que le support, en tant que tel, souffre d'un manque d'imagination des concepteurs de cours. Les modules présentent souvent une similarité avec des enseignements à distance traditionnels, sans présenter d'intérêt supplémentaire. Tant que les expérimentations et les recherches ne serviront pas à penser une écriture spécifique et donc innovante, l'engouement pour le *e-learning*, qui s'est déjà essouffé depuis 2000, risque d'avoir du mal à rebondir. Le dernier chapitre est consacré aux politiques publiques qui ont un impact fondamental. Sans critique gratuite, Jacques Perriault conclut ses analyses par des recommandations. Pour qu'il puisse trouver sa place, il faut avant tout que le *e-learning* fasse l'objet d'une « conception implicite ou explicite [...] dans la société » (p. 217). De même, toute la population doit être concernée et pas uniquement les gens en formation ou les concepteurs de cours. L'un des moyens proposés est d'« articuler une sensibilisation à l'informatique avec la création ou le maintien de l'emploi » (p. 217). Mais ce qui devrait présider à toute politique publique, c'est la volonté de faire émerger les initiatives locales car, dans le domaine de l'éducation, l'innovation part du terrain. La grande diffi-

culté de la gestion d'une politique est de parvenir à « réguler l'équilibre entre décisions ascendantes et initiatives montantes » (p. 218) : il y a une sorte de paradoxe entre la volonté d'égalité entre les citoyens qui pousse à édicter des lois nationales – on ne peut plus descendantes – et la nécessité de laisser les initiatives remonter. L'enjeu socio-politique lié à l'accès à la connaissance nécessite que les politiques publiques ne s'intéressent pas seulement à l'aspect matériel du *e-learning*, mais favorisent aussi la formation et l'accompagnement tout en développant la recherche sur le fonctionnement d'un « apprenant » en ligne.

Le travail de Jacques Perriault – dans ce livre et de manière générale – a un intérêt fort : il ne se contente pas de présupposés stéréotypés et non fondés, mais il conçoit sa réflexion sur les usages réels observés, en étant ainsi fidèle à la ligne de *La logique de l'usage* (Paris, Flammarion, 1989). *L'accès au savoir en ligne* est, lui aussi, un ouvrage particulièrement bien documenté, comportant de nombreuses références bibliographiques qui sont une mine d'informations pour le lecteur, et dans lequel on apprend beaucoup sur le monde du *e-learning* – dans ses dimensions pédagogiques, cognitives, mais aussi politiques, économiques et géographiques.

Catherine Kellner

CREM, université de Metz

Alain PLANTEY, *La négociation internationale au 21^e siècle*.

Paris, CNRS Éd., 2002, 785 p.

Chaque semaine, l'actualité politique et économique illustre le rôle et la place que tient la négociation internationale dans nos sociétés. Pour exemple, les négociations qui se sont déroulées entre les États à propos de la deuxième guerre du Golfe, à partir de mars 2003 et depuis lors, ont montré les nombreuses facettes et tendances de la négociation internationale. C'est dans ce contexte et grâce à sa longue expérience qu'Alain Plantey a rédigé *La négociation internationale au 21^e siècle*. Collaborateur du général de Gaulle, l'auteur a occupé de nombreuses fonctions, telles que celles d'ambassadeur, de négociateur, de président de la Cour internationale d'arbitrage auprès de la

Chambre de commerce internationale ; il est actuellement membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques). Il allie donc sa pratique aux grands classiques de la théorie de la négociation dans ce volumineux ouvrage de 785 pages. Ce dernier est divisé en quatre parties et organisé en plus de 2 500 paragraphes numérotés, certains renvoyant vers d'autres aux thèmes connexes. Le lecteur peut d'abord être dérouté par cette organisation, puis en découvre son efficacité et ses avantages.

La première partie donne l'origine et le cadre de la négociation diplomatique, notamment les aspects juridiques et les liens avec le commerce. C'est là que les exemples historiques, de 1648 à nos jours, illustrent abondamment les points théoriques. La deuxième partie expose de manière détaillée les principes de la négociation institutionnelle. Sans livrer un manuel de droit, mais en respectant cette logique, l'auteur décrit de l'intérieur les principes des négociations dans les organisations internationales. Partant du postulat que l'Union européenne est un laboratoire d'expériences de négociations juridiques et techniques entre États, le chapitre qui lui est consacré est détaillé et particulièrement intéressant. La troisième partie de l'ouvrage aborde la prospective de la négociation. Fort du constat de la situation internationale – aggravation des menaces, accroissement de la complexité, émergence d'une vision économique mondiale – Alain Plantey tente une prospective. C'est dans ce cadre que les sciences de l'information et de la communication font leur apparition. En effet, selon l'auteur, les évolutions prévisibles de la négociation internationale sont centrées sur « le perfectionnement des méthodes » et reposent sur « les anticipations et les hypothèses ». Les questions d'information, de communication, de veille et d'intelligence stratégique sont ainsi abordées. Il en est de même pour les modalités de prise de décision et les négociations d'idées. Il apparaît donc que les méthodes et outils de la communication ont, dans ce champ, un futur rôle à jouer. Bien que les théories de l'information ne soient pas explicitement convoquées (exception faite de Edward T. Hall, sur